

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ville de Carignan | 57010 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Danik Salvail CPA, CGA, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Carignan pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Signature _____ Date _____

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	22
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	23
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	24
Situation financière par organismes	25
Charges par objets	26
Excédent (déficit) accumulé	27
Avantages sociaux futurs	31

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

RAPPORT

Aux membres du conseil de la Ville de Carignan

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Carignan (l'« entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Carignan au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Carignan inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1 à S23-4 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT

.nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*MPA inc.*¹
Société de comptables professionnels agréés

MPA inc. société de comptables professionnel agréés

(1) Par Robert Arbour CPA auditeur

Montréal le 3 mai 2023

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations	
		2022	2021
Revenus			
Taxes	1	17 554 313	16 841 056
Compensations tenant lieu de taxes	2	156 480	120 323
Quotes-parts	3		
Transferts	4	2 901 896	3 408 360
Services rendus	5	827 545	267 869
Imposition de droits	6	3 675 776	5 289 834
Amendes et pénalités	7	202 313	8 145
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	511 726	363 238
Autres revenus	10	1 237 618	423 361
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	27 067 667	26 722 186
Charges			
Administration générale	14	3 863 551	3 361 202
Sécurité publique	15	4 022 724	3 224 648
Transport	16	4 142 773	3 678 663
Hygiène du milieu	17	5 171 616	5 015 996
Santé et bien-être	18		
Aménagement, urbanisme et développement	19	895 198	936 748
Loisirs et culture	20	2 903 945	2 363 998
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	636 384	577 909
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	21 636 191	19 159 164
Excédent (déficit) de l'exercice	25	5 431 476	7 563 022
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	70 681 238	63 118 216
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	70 681 238	63 118 216
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	76 112 714	70 681 238

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	10 202 936	4 356 065
Débiteurs (note 5)	2	6 255 273	6 051 852
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	16 458 209	10 407 917
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		150 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 776 685	4 333 938
Revenus reportés (note 12)	12	2 655 774	967 135
Dettes à long terme (note 13)	13	28 295 589	24 023 608
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	192 884	176 598
Autres passifs (note 14)	15		
	16	35 920 932	29 651 279
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(19 462 723)	(19 243 362)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	94 963 265	89 364 318
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	10 745	10 859
Stocks de fournitures	20	167 178	179 590
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	434 249	369 833
	23	95 575 437	89 924 600
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	76 112 714	70 681 238

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations	
		2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 431 476	7 563 022
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	9 945 696)(	14 593 181)
Produit de cession	3	3 185	
Amortissement	4	2 979 818	2 951 812
(Gain) perte sur cession	5	(410 913)	
Réduction de valeur / Reclassement	6	1 772 950	1 399
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(5 600 656)	(11 639 970)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	114	15 310
Variation des stocks de fournitures	10	12 412	20 676
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(64 416)	(42 503)
	13	(51 890)	(6 517)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15	1 709	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(219 361)	(4 083 465)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(19 243 362)	(15 159 897)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(19 243 362)	(15 159 897)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(19 462 723)	(19 243 362)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 431 476	7 563 022
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 979 818	2 951 812
Autres			
▪ Réduction des immobilisation	3	1 774 659	(1 396)
▪ Gains sur disposition	4	(410 913)	1 399
	5	9 775 040	10 514 837
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(203 421)	(245 683)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	442 747	2 013 911
Revenus reportés	9	1 688 639	187 098
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	16 286	10 262
Propriétés destinées à la revente	11	114	15 310
Stocks de fournitures	12	12 412	20 676
Autres actifs non financiers	13	(64 416)	(42 503)
	14	11 667 401	12 473 908
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(9 945 696)	(14 593 181)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	3 185	1 396
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(9 942 511)	(14 591 785)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	7 825 196	2 110 608
Remboursement de la dette à long terme	26	(3 452 886)	(2 852 866)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(150 000)	150 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(100 329)	1 231
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	4 121 981	(591 027)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	5 846 871	(2 708 904)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	33	4 356 065	7 064 969
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	4 356 065	7 064 969
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	10 202 936	4 356 065

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Carignan est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQ,c.C-19.) Elle est dirigée par conseil composé de six conseillers et un maire.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 à S23-4.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

La ville de Carignan participe à la Régie de Police Richelieu-Saint-Laurent à hauteur de 4.58%

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que la comptabilisation des revenus et charges aux cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

C) Actifs

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures: 15, 20 et 40 ans

Bâtiments: 40 ans

Véhicules: 3 à 10, 15 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement: 3 à 10, 15 et 20 ans

Amélioration locatives : période de 10 ans

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur ;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés;
 les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les transferts (subvention) en provenance des gouvernements sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Provenant de consolidation régie de police Richelieu Saint-Laurent

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2022 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications antérieures à 2020 à un régime de retraite à prestations déterminées : sur la DEMERCA des salariés participants touchés;

-pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DEMERCA des salarié participants au 31 décembre 2010

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La ville est apparentée avec tous les organismes décrits dans la section Périmètre comptable et partenariat, qui se trouve dans les principales méthodes comptables. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi que les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont les membres du conseil, ainsi que le directeur général de la ville.

La ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aucune transaction n'a été conclue entre la ville et ses principaux dirigeants, leurs proches parents et les entités pour lesquels ces personnes ont le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	10 202 936	4 356 065
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3		
▪	4		
▪	5		
▪	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	10 202 936	4 356 065
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9	10 202 936	4 356 065
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	1 579 200	1 854 934
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Débiteurs

		2022	2021
Taxes municipales	12	841 796	1 333 435
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	3 511 610	1 822 380
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	218 094	225 554
Organismes municipaux	16	180 034	136 815
Autres			
▪ Intérêts	17	104 046	60 276
▪ Mutations et divers	18	1 399 693	2 473 392
	19	6 255 273	6 051 852
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	3 298 907	1 595 127
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24	3 298 907	1 595 127
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	205 632	239 297
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	3 298 906	1 595 127
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28		
Ministère de la Culture et des Communications	29		
Autres ministères/organismes	30	212 704	227 253
	31	3 511 610	1 822 380

Note**6. Prêts**

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
	36		
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38		
Autres placements	39		
	40		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note**8. Avantages sociaux futurs**

	2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43 (192 884)	(176 598)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44	
	45 (192 884)	(176 598)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46 302 873	197 579
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47	
Régimes à cotisations déterminées	48	
Autres régimes (REER et autres)	49 267 888	254 900
Régimes de retraite des élus municipaux	50 421	375
	51 571 182	452 854

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

	2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52	
Autres	53	
	54	

Note**10. Emprunts temporaires**

La ville bénéficie d'une marge de crédit pour les activités de fonctionnement d'un montant de 150 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,25%. La marge est inutilisée au 31 décembre 2022.

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent

Au 31 décembre 2022, la régie dispose d'une marge de crédit autorisée de 1 000 000\$. Un montant de 0\$ est utilisé au 31 décembre 2022. Les montants prélevés portent intérêts au taux de base. La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 4,58%.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	2 371 253	2 622 002
Salaires et avantages sociaux	56	524 986	393 609
Dépôts et retenues de garantie	57	1 313 541	1 194 417
Provision pour contestations d'évaluation	58	10 000	10 000
Autres			
▪ Intérêts	59	256 905	113 910
▪ Éventualités	60	300 000	
▪	61		
▪	62		
▪	63		
	64	4 776 685	4 333 938

Note**12. Revenus reportés**

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65	154 287	109 915
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66	113 037	52 400
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	83 877	571 883
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79	372 998	232 937
Autres			
▪ Maison des aînés	80	1 931 575	
▪	81		
▪	82		
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	2 655 774	967 135

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,80	3,66	2023	2027	88	28 474 700	24 094 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,29	3,29	2023	2023	94	109	8 099
Autres					95		
					96	28 474 809	24 102 499
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(179 220)	(78 891)
					98	28 295 589	24 023 608

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2023	99		2 308 000	109		2 308 109
2024	100		2 312 300			2 312 300
2025	101		2 371 000			2 371 000
2026	102		2 109 600			2 109 600
2027	103		1 785 300			1 785 300
2028 et plus	104		17 588 500			17 588 500
	105		28 474 700	109		28 474 809
Intérêts et frais accessoires	106		()		()	
	107		28 474 700	109		28 474 809

Note**14. Autres passifs**

	2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	
Assainissement des sites contaminés	109	
Autres		
▪	110	
▪	111	
▪	112	
▪	113	
	114	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	42 618 714		207 000	42 411 714
Eaux usées	116	18 613 484			18 613 484
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	16 256 001	1 566 638		17 822 639
Autres					
▪ Loisirs parc et autres	118	13 029 986			13 029 986
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	5 462 623	164 405		5 627 028
Améliorations locatives	122	53 605	690		54 295
Véhicules	123	1 524 430	29 039	12 827	1 540 642
Ameublement et équipement de bureau	124	1 394 129	305 566		1 699 695
Machinerie, outillage et équipement divers	125	850 365	38 164		888 529
Terrains	126	12 147 482	195 130		12 342 612
Autres	127				
	128	111 950 819	2 299 632	219 827	114 030 624
Immobilisations en cours	129	15 058 013	7 646 064	1 159 732	21 544 345
	130	127 008 832	9 945 696	1 379 559	135 574 969
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	16 941 313	1 756 955		18 698 268
Eaux usées	132	5 709 020	772 546		6 481 566
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	6 063 186			6 063 186
Autres					
▪ Loisirs parc et autres	134	4 834 778			4 834 778
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	1 563 620	148 849		1 712 469
Améliorations locatives	138	51 338	508		51 846
Véhicules	139	876 158	124 122	12 628	987 652
Ameublement et équipement de bureau	140	1 083 675	98 611		1 182 286
Machinerie, outillage et équipement divers	141	521 426	78 227		599 653
Autres	142				
	143	37 644 514	2 979 818	12 628	40 611 704
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	89 364 318			94 963 265
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145	122 472		122 472	
Amortissement cumulé	146	(114 106)		(114 106)	
Valeur comptable nette	147	8 366			

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148		
Immeubles industriels municipaux	149		
Autres	150	10 745	10 859
	151	10 745	10 859
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	10 745	10 859

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Assurance	165	416 516	353 148
▪ Partenariats	166	17 733	16 685
▪	167		
Autres			
▪	168		
▪	169		
	170	434 249	369 833

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

19. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée par des contrats de services professionnels reliés à l'exploitation pour les ouvrages d'enlèvement de la neige, d'entretien des patinoires, de services professionnels en évaluation foncière, de contrat de location d'espaces administratifs et d'autres contrats, échéant jusqu'en 2032, à verser une somme totale de 5 453 497 \$ durant ces périodes:

2023	2 146 271\$
2024	1 382 679\$
2025	543 674\$
2026	318 522\$
2027	401 587\$
2028	199 476\$
2029	199 476\$
2030	199 476\$
2031	49 869\$
2032	12 467\$

Consolidation Régie de police Richelieu-Saint-Laurent

En vertu des divers contrats, la Régie s'est engagée pour les 3 prochains exercices pour une somme globale de 1 183 770\$. Pour pourvoir à ces engagements, la Régie devra prévoir pour les 3 prochains exercices financiers les sommes suivantes:

Location de système de radio communication: 394 590\$ en 2023, 394 590\$ en 2024 et 394 590\$ en 2025.

La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 4.58 %.

20. Droits contractuels

S.O

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires			
	171		
Dettes à long terme			
	172		
	173		

S.O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) Auto-assurance

Provenant de la consolidation de la Régie de police Richelieu-Saint-Laurent

La régie assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément à l'Assurance emploi pour les employés cadres.

C) Poursuites

Provenant de la consolidation de la Régie de police Richelieu-Saint-Laurent

Au cours de l'exercice, la Régie a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée. La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

La Régie fait l'objet d'une réclamation totalisant 29 000 \$ qui a été intentée par un citoyen suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

La Régie fait l'objet d'une réclamation totalisant 124 000\$ qui a été intentée par un citoyen suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 4,581%

D) Autres

ENVIRONNEMENT

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

Provenant de la consolidation de la Régie de police Richelieu-Saint-Laurent

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal.

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure de Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues à cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'un ou l'autres des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision. Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

S.O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

S.O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	16 135 904	16 901 799	17 554 312			17 554 312
Compensations tenant lieu de taxes	2	120 323	119 199	156 480			156 480
Quotes-parts	3					1 816 248	
Transferts	4	3 259 032	320 894	2 901 896			2 901 896
Services rendus	5	315 750	331 088	700 038		127 507	827 545
Imposition de droits	6	5 289 834	3 827 132	3 675 776			3 675 776
Amendes et pénalités	7	8 145	10 000	16 047		186 266	202 313
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	363 238	270 000	495 138		16 588	511 726
Autres revenus	10	402 961	35 230	1 232 811		4 807	1 237 618
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	25 895 187	21 815 342	26 732 498		2 151 416	27 067 666
Investissement							
Taxes	13	705 152		1			1
Quotes-parts	14						
Transferts	15	149 328					
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	20 400					
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	874 880		1			1
	22	26 770 067	21 815 342	26 732 499		2 151 416	27 067 667
Charges							
Administration générale	23	3 086 569	3 427 457	3 586 062	155 711	121 778	3 863 551
Sécurité publique	24	3 318 359	3 584 664	3 653 181	16 932	2 168 859	4 022 724
Transport	25	3 065 556	4 490 423	3 509 821	632 952		4 142 773
Hygiène du milieu	26	3 395 744	3 272 304	3 465 929	1 705 687		5 171 616
Santé et bien-être	27						
Aménagement, urbanisme et développement	28	936 748	981 662	895 198			895 198
Loisirs et culture	29	1 882 936	1 836 339	2 483 601	420 344		2 903 945
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	546 267	635 203	615 052		21 332	636 384
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 899 125		2 931 626	(2 931 626)		
	34	19 131 304	18 228 052	21 140 470		2 311 969	21 636 191
Excédent (déficit) de l'exercice	35	7 638 763	3 587 290	5 592 029		(160 553)	5 431 476

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Budget 2022	Réalizations 2022	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 638 763	3 587 290	5 592 029	5 431 476
Moins : revenus d'investissement	2	(874 880)	()	(1)	(1)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	6 763 883	3 587 290	5 592 028	5 431 475
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	2 899 125		2 931 626	2 979 818
Produit de cession	5			3 185	3 185
(Gain) perte sur cession	6			(406 106)	(410 913)
Réduction de valeur / Reclassement	7	1 399		1 772 950	1 772 950
	8	2 900 524		4 298 470	4 345 040
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10	31 202			
	11	31 202			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 239 923)	(2 389 297)	(3 480 000)	(7 990)
	18	(2 239 923)	(2 389 297)	(3 480 000)	(7 990)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(5 740 611)	998 182	(2 961 016)	(2 961 016)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	2 778 873		436 801	3 253
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 337 000		1 352 928	174 078
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 165 565)	(199 811)	514 567	(34 646)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(6 711)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				(6 711)
	25	(2 790 303)	(1 197 993)	(656 720)	135 974
	26	(2 098 500)	(3 587 290)	161 750	174 554
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	4 665 383		5 753 778	14 001
					5 767 779

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Réalizations 2021		Réalizations 2022	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	874 880	1	1
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	430 097)(	502 521)(	502 521)
Sécurité publique	3 (	)	35 783)(	35 783)
Transport	4 (	4 655 372)(	97)(	97)
Hygiène du milieu	5 (	2 076 581)())
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 (	7 386 536)(	9 407 295)(	9 407 295)
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	14 548 586)(	9 909 913)(	35 783)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 921 280	6 006 012	6 006 012
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	5 740 611	2 961 016	2 961 016
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16		2 408 200	2 408 200
Excédent de fonctionnement affecté	17			
Réserves financières et fonds réservés	18	1 196 500	1 010 000	35 783
	19	6 937 111	6 379 216	35 783
	20	(5 690 195)	2 475 315	2 475 315
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(4 815 315)	2 475 316	2 475 316

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021		2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 833 745	9 876 302	326 634	10 202 936
Débiteurs (note 5)	2	5 866 671	6 024 920	230 353	6 255 273
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	9 700 416	15 901 222	556 987	16 458 209
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	150 000			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 056 883	4 507 769	268 916	4 776 685
Revenus reportés (note 12)	12	967 135	2 655 774		2 655 774
Dettes à long terme (note 13)	13	24 015 509	28 295 480	109	28 295 589
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			192 884	192 884
Autres passifs (note 14)	15				
	16	29 189 527	35 459 023	461 909	35 920 932
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(19 489 111)	(19 557 801)	95 078	(19 462 723)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	89 255 486	94 867 040	96 225	94 963 265
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	10 859	10 745		10 745
Stocks de fournitures	20	172 771	158 679	8 499	167 178
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	353 148	416 516	17 733	434 249
	23	89 792 264	95 452 980	122 457	95 575 437
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	6 407 496	2 606 834	34 476	2 641 310
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 077 427	5 691 139	82 214	5 773 353
Réserves financières et fonds réservés	26	2 508 499	2 280 982	45 731	2 326 713
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	41 000	41 000
Financement des investissements en cours	28	(6 457 341)	(4 536 274)		(4 536 274)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	66 767 072	69 852 498	96 114	69 948 612
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	70 303 153	75 895 179	217 535	76 112 714
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	4 448 714	4 138 690	5 613 592	5 169 871
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	989 106	847 875	1 357 663	1 147 668
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	6 158 634	6 729 360	6 975 375	5 945 316
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	535 258	532 740	532 853	454 002
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	32 603	27 898	27 898	36 905
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	67 312	54 414	75 633	87 002
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	5 968 425	5 638 121	3 596 207	2 048 900
Transferts	15				
Autres	16		277 617	503 314	1 225 835
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18			11 709	71 405
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		2 931 626	2 979 818	2 951 812
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Créances irrécouvrables	21	28 000	(37 871)	(37 871)	20 448
	22				
	23				
	24	18 228 052	21 140 470	21 636 191	19 159 164

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 641 310	6 493 534
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 773 353	1 292 489
Réserves financières et fonds réservés	3	2 326 713	2 532 462
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(41 000)	(47 711)
Financement des investissements en cours	5	(4 536 274)	(6 457 341)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	69 948 612	66 867 805
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	76 112 714	70 681 238
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 606 834	6 407 496
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	34 476	86 038
	11	2 641 310	6 493 534
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Dette	12	3 753 856	400 777
▪ Eau et égouts	13	896 371	676 650
▪ Élection	14	26 250	
▪ Développement durable	15	1 014 663	
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	5 691 140	1 077 427
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Projets spéciaux	22	2 551	135 400
▪ Éventualités	23	79 662	79 662
▪	24		
	25	82 213	215 062
	26	5 773 353	1 292 489

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	1 350 646
Organismes contrôlés et partenariats	38	45 731
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	930 336
Organismes contrôlés et partenariats	40	1 249 411
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45	
Autres		
▪	46	
▪	47	
	48	2 326 713
	49	2 532 462
	49	2 326 713
		2 532 462

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 (18 461)(	21 164)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 ())
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 ())
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 ())
Autres	54 (22 539)(	26 547)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 ())
	56 (41 000)(	47 711)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57 ())
Assainissement des sites contaminés	58 ())
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59 ())
Autres		
▪	60 ())
▪	61 ())
	62 (41 000)(	47 711)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ())
Utilisation du fonds de roulement	64 ())
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 ())
Utilisation du fonds de roulement	66 ())
Autres		
▪	67 ())
▪	68 ())
	69 ())
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 ())
Mesure relative à la COVID-19	71 ())
Frais d'émission de la dette à long terme	72 ())
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 ())
Autres		
▪	74 ())
▪	75 ())
	76 ())
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	
Autres		
▪	81	
	82	
	83 (41 000)(	47 711)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	84	889 287
Investissements à financer	85 (4 536 274)(	7 346 628)
	86 (4 536 274)	(6 457 341)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87	94 963 265
Propriétés destinées à la revente	88	10 745
Prêts	89	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91	
	92	94 974 010
	93	89 375 177
Ajustements aux éléments d'actif	94	94 974 010
	95	89 375 177
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	95 (28 295 589)(	24 023 608)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (179 220)(	78 891)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97	3 298 907
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98	1 595 127
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99	150 504
	100 (25 025 398)(	22 507 372)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 ()	()
	102 (25 025 398)(	22 507 372)
	103	69 948 612
		66 867 805

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	3
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, le régime des cadres au 31 décembre 2019 et celui des employés de bureau au 31 décembre 2019.

« Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipale »

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, 2014, chap. S-2.1.1.) (« Loi RRSM »).

La loi RRSM vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement aux services accumulés avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « volet antérieur ») et les services qui s'accumulent à compter du 1er janvier 2014 (ci-après le « volet courant »). Le présent rapport tient compte des ententes survenues entre les parties dans le cadre de la Loi RRSM pour les trois régimes de retraite. »

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) **Cadres et employés de bureau et préposés aux communications:** Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date de la retraite normale.

c) **Date de retraite anticipée** Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire, exception de 60 versements garantis au volet courant pour le régime des employés de bureau et des préposés aux communication.

7. Invalidité

Pour le régime des policiers syndiqués, il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Cadres : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM, les rentes sont indexées selon 23,55% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.

b) Policiers syndiqués : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM, les rentes sont indexées selon 50% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.

c) Employés de bureau et préposés aux communications : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles.

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

10. Cotisations salariales

a) Policiers syndiqués: Volet courant: 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,40% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

b) Cadres: Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,26% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 10,45% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

11. Cotisation patronale

Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Se référer à la section cotisations salariales pour les pourcentages versés selon l'évaluation actuarielle. En plus de cette cotisation, l'employeur doit verser 50 % de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Volet antérieur : Au cours de chaque exercice financier, l'employeur verse la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (176 598)	(166 336)
Charge de l'exercice	4 (302 873)(	197 579)
Cotisations versées par l'employeur	5 286 587	187 317
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (192 884)	(176 598)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 7 067 278	6 615 834
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (7 185 299)(	6 883 823)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (118 021)	(267 989)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (74 863)	91 391
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (192 884)	(176 598)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (192 884)	(176 598)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	7 067 278
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	7 185 299)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	118 021)(
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	312 378
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	113 288
	20	425 666
Cotisations salariales des employés	21 (	156 853)(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()(
	23	268 813
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	16 240
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(3 344)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	(4 306)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	281 709
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	382 651
Rendement espéré des actifs	33 (	361 487)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	21 164
Charge de l'exercice	35	302 873
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	264 402
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	361 487)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(97 085)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	250 443
Prestations versées au cours de l'exercice	40	256 399
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	6 690 642
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	6 745 614
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	145 630
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	137 155
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	12

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,71 %	5,38 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,38 %	5,48 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,79 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113	1	
Description des régimes et autres renseignements			
Régime de la ville de Carignan			
Employé : 7 %			
Employeur : 7%			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116	267 888	254 900
Autres régimes	117		
	118	267 888	254 900

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	19	19

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement. Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2022	2021
Cotisations des élus au RREM	120	135	111
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	421	375
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	421	375

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021	
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	13 038 726	13 038 726	11 462 954
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4	1	1	705 152
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	13 038 727	13 038 727	12 168 106
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	673 399	673 399	640 487
Égout	13	1 079 686	1 079 686	1 048 786
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 162 521	1 162 521	1 079 659
Autres				
▪ Paiement comptant	16			211 686
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	52 947	52 947	50 117
Service de la dette	20	1 547 033	1 547 033	1 642 215
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	4 515 586	4 515 586	4 672 950
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	4 515 586	4 515 586	4 672 950
	29	17 554 313	17 554 313	16 841 056

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
	Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30		
	Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31		
	Compensations pour les terres publiques	32		
	Immeubles des réseaux			
	Santé et services sociaux	33	17 238	17 238
	Cégeps et universités	34		
	Écoles primaires et secondaires	35	135 722	104 179
	Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36		
		37	152 960	116 096
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
	Taxes sur la valeur foncière	38	3 520	4 227
	Taxes sur une autre base			
	Taxes, compensations et tarification	39		
	Taxes d'affaires	40		
		41	3 520	4 227
ORGANISMES MUNICIPAUX				
	Taxes sur la valeur foncière	42		
	Taxes sur une autre base			
	Taxes, compensations et tarification	43		
		44		
AUTRES				
	Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45		
	Autres	46		
		47		
		48	156 480	120 323

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49	324 678	324 678	504 165
Sécurité publique				
Police	50			
Sécurité incendie	51			
Sécurité civile	52	55 049	55 049	872 113
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	2 350 754	2 350 754	952 649
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	57 446	57 446	688 643
Traitement des eaux usées	66	54 048	54 048	1 619
Réseaux d'égout	67			20 228
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	24 021	24 021	118 458
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85	35 900	35 900	14 750
Réseau d'électricité	86			
	87	2 901 896	2 901 896	3 172 625

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie	90		
Sécurité civile	91		
Autres	92		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	93		
Enlèvement de la neige	94		
Autres	94		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	96		
Transport adapté	97		
Transport scolaire	98		
Autres	99		
Transport aérien	100		
Transport par eau	101		
Autres	102		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103		
Réseau de distribution de l'eau potable	104		149 328
Traitement des eaux usées	105		
Réseaux d'égout	106		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	107		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	108		
Tri et conditionnement	109		
Autres	110		
Autres	111		
Cours d'eau	112		
Protection de l'environnement	113		
Autres	114		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	115		
Sécurité du revenu	116		
Autres	117		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	118		
Rénovation urbaine	119		
Promotion et développement économique	120		
Autres	121		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	122		
Activités culturelles			
Bibliothèques	123		
Autres	124		
Réseau d'électricité	125		
	126		149 328

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131			
Fonds de développement des territoires	132			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134			86 407
Dotations spéciales de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137			
	138			86 407
TOTAL DES TRANSFERTS	139	2 901 896	2 901 896	3 408 360

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021	
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150	53 888	53 888	33 994
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	53 888	53 888	33 994
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	65 879	65 879	37 956
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	65 879	65 879	37 956

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021	
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	119 767	119 767	71 950

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021	
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autres	184	10 507	10 507	1 884
	185	10 507	10 507	1 884
Sécurité publique				
Police	186		127 507	
Sécurité incendie	187			
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190		127 507	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209	325 514	325 514	10 905
	210	325 514	325 514	10 905

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	211				
Sécurité du revenu	212				
Autres	213				
	214				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	215				
Rénovation urbaine	216				
Promotion et développement économique	217				
Autres	218	34 141	34 141	33 664	
	219	34 141	34 141	33 664	
Loisirs et culture					
Activités récréatives	220				
Activités culturelles					
Bibliothèques	221				
Autres	222	210 109	210 109	149 466	
	223	210 109	210 109	149 466	
Réseau d'électricité					
	224				
	225	580 271	707 778	195 919	
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	700 038	827 545	267 869	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	136 928	136 928	157 151
Droits de mutation immobilière	228	3 538 848	3 538 848	4 853 683
Droits sur les carrières et sablières	229			279 000
Autres	230			
	231	3 675 776	3 675 776	5 289 834
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	16 047	202 313	8 145
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	495 138	511 726	363 238
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235	406 106	410 913	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			20 400
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	826 705	826 705	402 961
	245	1 232 811	1 237 618	423 361
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	293 967		293 967	298 887	279 657
Greffe et application de la loi	2	1 017 826		1 017 826	1 017 826	623 543
Gestion financière et administrative	3	1 771 743	155 711	1 927 454	2 010 043	1 882 896
Évaluation	4	160 962		160 962	160 962	261 442
Gestion du personnel	5	112 277		112 277	146 546	40 471
Autres						
▪ Administratif	6	229 287		229 287	229 287	273 193
▪	7					
	8	3 586 062	155 711	3 741 773	3 863 551	3 361 202
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	2 458 642		2 458 642	2 811 253	2 009 465
Sécurité incendie	10	1 097 975	16 932	1 114 907	1 114 907	1 077 777
Sécurité civile	11	96 564		96 564	96 564	137 406
Autres	12					
	13	3 653 181	16 932	3 670 113	4 022 724	3 224 648
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	593 503	632 952	1 226 455	1 226 455	1 402 919
Enlèvement de la neige	15	1 934 318		1 934 318	1 934 318	1 311 502
Éclairage des rues	16	292 133		292 133	292 133	287 190
Circulation et stationnement	17	228 314		228 314	228 314	243 352
Transport collectif						
Transport en commun	18	461 553		461 553	461 553	433 700
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	3 509 821	632 952	4 142 773	4 142 773	3 678 663

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	676 594	798 642	1 475 236	1 475 236	1 409 629
Réseau de distribution de l'eau potable	24	99 503	260 046	359 549	359 549	330 817
Traitement des eaux usées	25	511 031	261 107	772 138	772 138	850 687
Réseaux d'égout	26	688 769	354 483	1 043 252	1 043 252	893 666
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	973 079		973 079	973 079	727 681
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	6 456		6 456	6 456	162 053
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	227 088		227 088	227 088	208 458
Traitement	32					
Matériaux secs	33	76 952		76 952	76 952	118 178
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	13 730	31 409	45 139	45 139	44 580
Protection de l'environnement	38	192 727		192 727	192 727	270 247
Autres	39					
	40	3 465 929	1 705 687	5 171 616	5 171 616	5 015 996
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	605 749	605 749	605 749	654 348
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51	289 449	289 449	289 449	282 400
	52	895 198	895 198	895 198	936 748
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	238 292	238 292	238 292	172 918
Patinoires intérieures et extérieures	54	382 680	382 680	382 680	204 750
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	1 419 524	420 344	1 839 868	1 709 701
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	225 652	225 652	225 652	142 048
Autres	59				
	60	2 266 148	420 344	2 686 492	2 229 417
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	217 453	217 453	217 453	134 581
Bibliothèques	62				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66	217 453	217 453	217 453	134 581
	67	2 483 601	420 344	2 903 945	2 363 998

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	560 638		560 638	560 751	490 907
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71				21 164	31 013
Autres	72	54 414		54 414	54 469	55 989
	73	615 052		615 052	636 384	577 909
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	2 931 626 (	2 931 626)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			1 344 137
Usines et bassins d'épuration	3			732 445
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			1 488 198
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			21 543
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	515 969	515 969	8 209 257
Autres infrastructures	11	847 669	847 669	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	164 406	164 406	160 954
Édifices communautaires et récréatifs	14			814 328
Améliorations locatives	15		690	432
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		29 039	290 377
Ameublement et équipement de bureau	18	37 536	42 962	219 568
Machinerie, outillage et équipement divers	19	204 189	204 817	19 725
Terrains	20			1 292 217
Autres	21	8 140 144	8 140 144	
	22	9 909 913	9 945 696	14 593 181

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			1 344 137
Usines et bassins d'épuration	25			732 445
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27	1 363 638	1 363 638	9 718 998
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations corporelles	33	8 546 275	8 582 058	2 797 601
	34	9 909 913	9 945 696	14 593 181

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	12 438 068		2 260 967	10 177 101
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	10 069 304	6 006 012	1 076 515	14 998 801
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	22 507 372	6 006 012	3 337 482	25 175 902
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 595 127	1 819 184	115 404	3 298 907
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 595 127	1 819 184	115 404	3 298 907
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	1 595 127	1 819 184	115 404	3 298 907
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 595 127	1 819 184	115 404	3 298 907
	19	24 102 499	7 825 196	3 452 886	28 474 809
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	24 102 499	7 825 196	3 452 886	28 474 809

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	28 474 809
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	4 536 274
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	3 753 856
Débiteurs	9	3 502 376
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
Solde disponible des règlements	12	930 336
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	24 824 515
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	24 824 515
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	1 112 657
Communauté métropolitaine	18	138 721
Autres organismes	19	1 595 309
Endettement total net à long terme	20	27 671 202
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	27 671 202
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Administration générale				
	Grefe et application de la loi	1		
	Évaluation	2		
	Autres	3	240 495	214 491
Sécurité publique				
	Police	4	2 426 058	50 117
	Sécurité incendie	5	1 097 975	1 097 975
	Sécurité civile	6		
	Autres	7		
Transport				
	Réseau routier	8		
	Transport collectif	9	461 553	403 700
	Autres	10		
Hygiène du milieu				
	Eau et égout	11	1 176 075	1 176 075
	Matières résiduelles	12	233 544	1 098 192
	Cours d'eau	13		
	Protection de l'environnement	14		
	Autres	15		
Santé et bien-être				
	Logement social	16		
	Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	18		
	Rénovation urbaine	19		
	Promotion et développement économique	20		
	Autres	21		282 400
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	22	2 421	2 421
	Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité				
		24		
		25	5 638 121	2 048 900

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022*Non audité*

		2022	2021
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	9 909 913	14 519 464
Frais de financement	4		29 122
Autres	5		
	6	9 909 913	14 548 586

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	10,25	35,00	19 853,00	1 333 853	181 966	1 515 819
Professionnels	2						
Cols blancs	3	27,31	35,00	44 469,00	1 215 089	208 325	1 423 414
Cols bleus	4	14,55	40,00	32 193,00	1 362 780	441 564	1 804 344
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	52,11		96 515,00	3 911 722	831 855	4 743 577
Élus	9	7,00			226 968	16 020	242 988
	10	59,11			4 138 690	847 875	4 986 565

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		57 446			57 446
Traitement des eaux usées	14		54 047			54 047
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	2 790 403				2 790 403
	17	2 901 896				2 901 896

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	25 217	22 370
	4	25 217	22 370
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	1 599	1 413
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	1 599	1 413
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	156 346	138 852
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	156 346	138 852
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	57 323	50 936
Réseau de distribution de l'eau potable	17	164 957	146 496
Traitement des eaux usées	18	77 681	68 992
Réseaux d'égout	19	51 726	45 952
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	351 687	312 376
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	80 203	71 256
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	80 203	71 256
Réseau d'électricité			
	40		
	41	615 052	546 267

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Marques Patrick	Maire	51 560	17 546	12 873	
Martineau Frederic	Conseiller	17 396	8 698		
Lefebvre Stephanie	Conseiller	17 180	8 590		
Labrosse Edith	Conseiller	17 180	8 590		
Morneau Diane	Conseiller	19 637	9 819		
Laforge Luc	Conseiller	17 180	8 590		
St-jean Daniel	Conseiller	17 180	8 590		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	3 327 310	\$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	60 636	\$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8		\$
Ligne 3 : Autres revenus	9		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12		\$
Ligne 9 : Autres charges	13		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15		\$
Ligne 14 : Débiteurs	16		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18		\$
Ligne 19 : Crédateurs et charges à payer	19		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	20		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	21		\$
Ligne 24 : Libres	22		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	25		\$
Constatés au cours de l'exercice	26		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27		\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 28 29
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 30 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 31 32
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022 33 1 794 896 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 36 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 39 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 40 41
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 42 43
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 44 45
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 46 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 47 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 49 226 093 \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 50 51
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 52 _____ \$
- b) autres formes d'aide 53 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 _____ \$

Facteur comparatif de 2022

55 _____

Valeur uniformisée

56 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 _____ \$

Systèmes de drainage

64 _____ \$

Abords de routes

65 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 _____

b) Date d'adoption de la résolution

71 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 00-11-394
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2000-11-07
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 1
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 1
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 128
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 45
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 1
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 87

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 12

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

13 14

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

17 18

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

19 20

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière
modification : 2023-04-24 13:11

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	25 895 187	21 815 342	26 732 498	2 151 416	27 067 666
Investissement	2	874 880		1		1
	3	26 770 067	21 815 342	26 732 499	2 151 416	27 067 667
Charges	4	19 131 304	18 228 052	21 140 470	2 311 969	21 636 191
Excédent (déficit) de l'exercice	5	7 638 763	3 587 290	5 592 029	(160 553)	5 431 476
Moins : revenus d'investissement	6	(874 880)	()	(1)	()	(1)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	6 763 883	3 587 290	5 592 028	(160 553)	5 431 475
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	2 899 125		2 931 626	48 192	2 979 818
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(2 239 923)	(2 389 297)	(3 480 000)	(7 990)	(3 487 990)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(5 740 611)	(998 182)	(2 961 016)	()	(2 961 016)
Excédent (déficit) accumulé	12	2 950 308	(199 811)	2 304 296	135 974	2 440 270
Autres éléments de conciliation	13	32 601		1 366 844	(1 622)	1 365 222
	14	(2 098 500)	(3 587 290)	161 750	174 554	336 304
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	4 665 383		5 753 778	14 001	5 767 779

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021	2022	2021
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	3 833 745	9 876 302	10 202 936
Débiteurs	2	5 866 671	6 024 920	6 255 273
Placements de portefeuille	3			
Autres	4			
	5	9 700 416	15 901 222	16 458 209
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	24 015 509	28 295 480	24 023 608
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			192 884
Autres	9	5 174 018	7 163 543	5 451 073
	10	29 189 527	35 459 023	29 651 279
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(19 489 111)	(19 557 801)	(19 243 362)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	89 255 486	94 867 040	89 364 318
Autres	13	536 778	585 940	612 172
	14	89 792 264	95 452 980	89 924 600
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	6 407 496	2 606 834	6 493 534
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 077 427	5 691 139	1 292 489
Réserves financières et fonds réservés	17	2 508 499	2 280 982	2 532 462
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	()	()	41 000
Financement des investissements en cours	19	(6 457 341)	(4 536 274)	(6 457 341)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	66 767 072	69 852 498	66 867 805
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	70 303 153	75 895 179	76 112 714

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Dette	23	3 753 856	400 777
▪ Eau et égouts	24	896 371	676 650
▪ Élection	25	26 250	
▪ Développement durable	26	1 014 663	
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	5 691 140	1 077 427
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	82 213	215 062
	34	5 773 353	1 292 489
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
Organismes contrôlés et partenariats ¹	35	2 280 982	2 508 499
	36	45 731	23 963
	37	8 100 066	3 824 951

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	24 824 515
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	27 671 202

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	14 998 801	10 069 304
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	10 177 101	12 438 068
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	3 298 907	1 595 127
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	28 474 809	24 102 499

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Budget 2022	Réalizations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	16 135 904	16 901 799	17 554 312	17 554 312
Compensations tenant lieu de taxes	13	120 323	119 199	156 480	156 480
Quotes-parts	14				
Transferts	15	3 259 032	320 894	2 901 896	2 901 896
Services rendus	16	315 750	331 088	700 038	827 545
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	5 297 979	3 837 132	3 691 823	3 878 089
Autres	18	766 199	305 230	1 727 949	1 749 344
	19	25 895 187	21 815 342	26 732 498	27 067 666
Investissement					
Taxes	20	705 152		1	1
Quotes-parts	21				
Transferts	22	149 328			
Autres	23	20 400			
	24	874 880		1	1
	25	26 770 067	21 815 342	26 732 499	27 067 667

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
Administration générale	1	3 586 062	155 711	3 741 773	3 863 551	3 361 202
Sécurité publique						
Police	2	2 458 642		2 458 642	2 811 253	2 009 465
Sécurité incendie	3	1 097 975	16 932	1 114 907	1 114 907	1 077 777
Autres	4	96 564		96 564	96 564	137 406
Transport						
Réseau routier	5	3 048 268	632 952	3 681 220	3 681 220	3 244 963
Transport collectif	6	461 553		461 553	461 553	433 700
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	1 975 897	1 674 278	3 650 175	3 650 175	3 484 799
Matières résiduelles	9	1 283 575		1 283 575	1 283 575	1 216 370
Autres	10	206 457	31 409	237 866	237 866	314 827
Santé et bien-être	11					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	605 749		605 749	605 749	654 348
Promotion et développement économique	13					
Autres	14	289 449		289 449	289 449	282 400
Loisirs et culture	15	2 483 601	420 344	2 903 945	2 903 945	2 363 998
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	615 052		615 052	636 384	577 909
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	18 208 844	2 931 626	21 140 470	21 636 191	19 159 164
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	2 931 626 (	2 931 626)			
	21	21 140 470		21 140 470	21 636 191	19 159 164

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Réalizations 2021		Réalizations 2022		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	874 880	1	1	
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	14 548 586)(	9 909 913)(	35 783)(	9 945 696)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())))
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 921 280	6 006 012		6 006 012
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	5 740 611	2 961 016		2 961 016
Excédent accumulé	6	1 196 500	3 418 200	35 783	3 453 983
	7	(5 690 195)	2 475 315		2 475 315
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(4 815 315)	2 475 316		2 475 316

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14